

# **LA LETTRE DU NORRAG – Numéro 40**

## **Note de synthèse**

### **NUMÉRO SPÉCIAL**

## **L'ÉDUCATION POUR UN DÉVELOPPEMENT SOUTENABLE? OU LA SOUTENABILITÉ DE L'INVESTISSEMENT DANS L'ÉDUCATION?**

Ce numéro spécial de la Lettre du NORRAG aborde différentes dimensions de l'éducation relativement au concept de soutenabilité, les deux étant inextricablement liées de diverses manières. Certains auteurs de ce numéro s'inquiètent du développement économique soutenu, ce qui n'équivaut évidemment pas à une croissance économique soutenable. D'autres remettent en question la soutenabilité de l'aide internationale, avec des concepts-clés comme l'appropriation au niveau local ou l'effet de dépendance de l'aide. D'autres encore se focalisent sur les projets ou programmes innovants à micro échelle et se demandent s'ils sont pertinents en soi, ou uniquement s'ils sont plus largement étendus. En d'autres termes, certaines initiatives ne restent-elles pas éminemment valables même si elles ne peuvent être maintenues à court terme par les seules ressources locales ?

### **L'éducation est-elle un moteur du développement ?**

Cette assertion semble généralement acceptée comme un truisme. Alors que les dimensions politiques et économiques sont considérées comme les plus importantes au développement, pour beaucoup l'éducation en est une composante nécessaire, quoique qu'insuffisante. On attend d'une éducation de masse et de grande qualité qu'elle intègre les populations rurales et marginalisées au sein du mouvement de développement national, l'expansion de l'éducation secondaire, technique et supérieure créant alors les compétences nécessaires à une croissance économique soutenue.

Cependant, certains auteurs relèvent des faiblesses dans les présupposés des philosophies et stratégies contemporaines de développement éducatif. Deux perspectives émergent, l'une économique, l'autre culturelle. L'argument du « capital humain », conséquence des investissements éducatifs, est défendu par nombre de bailleurs de fonds influents, mais il soulève certaines questions. Selon ce point de vue, l'éducation est de plus en plus perçue comme un instrument-clé, la « baguette magique » pour éliminer la pauvreté mais aussi, très souvent, comme la meilleure politique pour atteindre l'équité sociale. Toutefois, promouvoir l'éducation dans cette perspective offre une réponse aux problèmes sociaux qui écarte toute politique de fond de redistribution économique, telle qu'une fiscalité plus progressive.

D'autres auteurs pensent que la clé du développement soutenable est la « culture », garantissant que l'éducation soit en phase avec la culture, les valeurs, les savoirs locaux et les conditions de vie des étudiants. Plutôt que de toujours se focaliser sur des prescriptions

politiques et économiques éloignées des cultures locales, il serait plus pertinent d'intégrer les systèmes de savoirs locaux comme outils potentiels du développement durable et d'adapter les méthodes d'enseignement aux attentes et aux pratiques locales des apprenants. Le succès des programmes éducatifs, si ceux-ci ne sont pas en lien avec la « vraie » vie, ne peut être qu'illusoire.

### **L'éducation favorise-t-elle une croissance économique soutenue ?**

Bailleurs de fonds et gouvernements ont réalisé que l'élan en faveur de l'Education Pour Tous devait être combiné à une approche sectorielle de l'éducation, ainsi qu'à des investissements dans d'autres secteurs. Le succès même de l'EPT, scolariser des cohortes d'élèves de dimensions sans précédent dans certains pays, génère un débat intense : « *education for what?* », quand beaucoup d'élèves quittent l'école sans perspective d'emploi.

Trouver de nouvelles approches qui équilibrent progrès économiques et sociaux, tenant compte des différences culturelles et respectant les valeurs mais aussi les limites écologiques, telle est la clé du développement soutenable, remettant en cause les fondements, contenus et processus de mise en œuvre de l'éducation.

### **L'aide est-elle compatible avec un investissement soutenable dans l'éducation ?**

Alors qu'ont été menés des travaux approfondis analysant les progrès enregistrés pour atteindre les objectifs de Dakar, une bien moindre attention a été portée sur la soutenabilité de ces accomplissements adossés à une aide extérieure. Dans l'*Education Sector Strategy Update 2005* (ESSU) de la Banque Mondiale, un intérêt particulier est porté à l'émergence d'une dépendance à l'aide, en particulier dans les pays africains les plus pauvres. Les pays qui ont été assistés afin d'atteindre l'éducation primaire universelle seront-ils capables de la maintenir quand l'aide au développement prendra fin ? L'environnement politique et économique de ces pays est-il de nature à préserver ces accomplissements ?

Ce défi est intimement lié aux opportunités offertes après l'école aux millions de jeunes gens qui ont été incités à recevoir une éducation de base. Comment a évolué le marché du travail, ainsi que la nature du travail, au sein d'une économie rurale et urbaine largement informelle, au cours de ces années pendant lesquelles ces pays ont été encouragés à se concentrer sur les objectifs de Dakar ?

Nombre d'auteurs s'intéressent aux effets de l'éducation gratuite et questionnent sa soutenabilité. Dans les pays les plus pauvres, la gratuité de l'éducation primaire certainement soulagé les communautés d'une charge financière importante, et a ainsi considérablement facilité son accès. Cependant, cette politique a aussi eu comme conséquence de réduire la participation des membres de la communauté à la gestion de l'école, ce qui sape la soutenabilité du financement éducatif. Une appropriation partagée semble être le sésame de la soutenabilité dans ce cas. En effet, dans des conditions difficiles, quand les ressources, du gouvernement ou d'autre nature, sont limitées et moins fiables, la participation des parents et de la communauté dans la gestion de l'école est un élément-clé pour maintenir l'éducation primaire de leurs enfants.

Est-ce donc de plus ou de moins d'aide extérieure qu'il est nécessaire pour promouvoir le développement national et réduire le risque d'une aide engendrant une dépendance néfaste et insoutenable ?

### **En complément**

Les articles de ce numéro de la Lettre du NORRAG suggèrent l'existence d'un jeu de discours-clés qui doivent être mis en lien (et interrogés) si un quelconque sens veut être donné à la poursuite des Objectifs du Millénaire d'un côté, élevant les niveaux de l'aide aux pays en développement, et de l'autre à la nécessité de réduire la dépendance à l'aide, par le maintien ou l'augmentation de la croissance économique. Il apparaît que le terme « développement soutenable » est une enveloppe pratique pouvant en fait contenir une série d'objectifs souvent conflictuels, parmi lesquels la recherche d'une soutenabilité à la fois financière et environnementale, n'est pas la moindre.

#### **Edition de la Lettre du NORRAG**

Kenneth King, Centre of African Studies,  
21 George Square, University of Edinburgh, Edinburgh EH8 9LD, Scotland, UK  
Courriel : [Kenneth.King@ed.ac.uk](mailto:Kenneth.King@ed.ac.uk) ou [P.King@ed.ac.uk](mailto:P.King@ed.ac.uk)

#### **Coordination du NORRAG**

Michel Carton, Institut des Hautes Etudes Internationales et du Développement (IHEID),  
Post Box 136, Rue Rothschild 24, 1211 Genève 21, Suisse.  
Courriel : [Michel.Carton@graduateinstitute.ch](mailto:Michel.Carton@graduateinstitute.ch)